



FONDS UNIQUE INTERMINISTÉRIEL
CONTRAT D'AIDE EN SUBVENTION
N° DOS0044233/00
« SIM2B »

Entre

1°) BPIFRANCE FINANCEMENT

Société Anonyme au capital de 839 907 320,00 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 320 252 489 et dont le siège social est situé au :

27-31 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC
94710 MAISONS-ALFORT CEDEX

Représentée par Madame Pascale BERLIER, agissant en qualité de Responsable du Service Mise en Place Innovation et Immatériel dûment habilitée aux fins des présentes

Désignée ci-après par « Bpifrance Financement »,

d'une part,

Et

2°) UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE

Établissement public à caractère scientifique cult et prof, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 196 917 751 et dont le siège social est situé au :

86, RUE PASTEUR
69365 LYON CEDEX 07

Représentée par Monsieur Yanni GUNNELL, agissant en qualité de VICE PRESIDENT

Désigné(e) ci-après par le « BÉNÉFICIAIRE »,

d'autre part,

Vu les articles 60 à 64 de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;

Vu le décret n° 2013-637 du 12 juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement ;

Vu le régime cadre exempté d'aides relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391 pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014 adopté par la Commission Européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

Vu le Projet « SIM2B », ci-après désigné « le Projet » ;

Vu la demande d'aide déposée par le BÉNÉFICIAIRE et enregistrée sous le n° DC/03719414 dans le cadre du 21ème appel à projets de R&D du Fonds Unique Interministériel (FUI) ;

Vu la liste des lauréats du 21ème appel à projets de R&D du FUI ;

Vu le communiqué de presse interministériel en date du 19 avril 2016, constituant la date de prise en compte des dépenses du Projet ;

Vu la notification de la sélection du Projet au chef de file, émise par les Services de l'État ;

Vu la notification individuelle de l'aide accordée au BÉNÉFICIAIRE dans le cadre du Projet, émise par Bpifrance Financement ;

Vu l'annexe technique du présent contrat décrivant les programmes respectifs des partenaires au Projet ;

II EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Le programme Pôle de compétitivité – Fonds Unique Interministériel géré par Bpifrance Financement consiste à financer la réalisation de projets collaboratifs labellisés par un ou plusieurs pôles de compétitivité, dont le chef de file est une entreprise.

Le Projet soutenu doit viser à développer un produit ou un service hautement innovant dont les travaux de R&D sont réalisés majoritairement sur le territoire du pôle de compétitivité en garantissant des retombées économiques pour le territoire national.

Le Projet collaboratif réunit plusieurs partenaires : entreprises, laboratoires et organismes de recherche ou de formation qui y contribuent par la réalisation de leur programme respectif.

Des revues de Projet sont organisées, au minimum, à fréquence annuelle, auxquelles Bpifrance Financement, les experts ministériels associés, le pôle labellisateur chef de file sont associés ainsi que les éventuels co financeurs du Projet.

EN CONSÉQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Bpifrance Financement accorde au BÉNÉFICIAIRE une Aide FUI soumise aux CONDITIONS PARTICULIÈRES, CLAUSES PARTICULIÈRES et aux CONDITIONS GÉNÉRALES du présent contrat.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Référence bénéficiaire :	UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE
Référence contrat :	DOS0044233/00
Objet du programme d'Innovation :	FUI-AAP21 - Projet SIM2B. Développement d'une technologie de simulation de comportement émotionnel et social pour non joueurs dans les jeux vidéo et les jeux sérieux.
Montant total de l'aide :	135 000,00 €
Origine de la ressource :	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES sur ressources propres
Exécution du programme par :	LIRIS-LAB INFORMATIQ EN IMAGE, SYSTEMES INFORMATION-UMR 5205, situé au : 86, RUE PASTEUR 69365 LYON CEDEX 07
Engagement de réalisation du programme :	43 mois à compter de la date du communiqué de presse interministériel visé à l'exposé
Date de constat de fin de programme :	19/11/2019
Dépenses retenues dans l'assiette de l'aide :	136 131,00 € hors taxes selon annexe financière innovation en annexe
Taux de l'aide / dépenses retenues :	99,17 %
Forme de l'aide :	Subvention

CLAUSES PARTICULIÈRES

1. Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté d'aides relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391 pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGE) n° 651/2014 adopté par la Commission Européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.

2. Le montant de l'aide sera remis au BÉNÉFICIAIRE en 3 versements conformément à l'article VERSEMENT DE L'AIDE :

- une somme de 40 500,00 € à la signature du présent contrat,
- une somme de 67 500,00 € à partir du 19/11/2017,
- le solde, à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par Bpifrance Financement, prononcé conformément aux stipulations de l'article RAPPORTS INTERMÉDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME.

3. Le décaissement de la 2ème tranche est subordonné à la réalisation des conditions suivantes :

- fourniture à Bpifrance Financement d'un état récapitulatif des dépenses acquittées conformément à l'article ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ACQUITTÉES, pour un montant au moins égal à : 68 065,00 €,
- fourniture à Bpifrance Financement d'un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement des travaux du programme jugé satisfaisant par Bpifrance Financement au regard des conditions de mise en œuvre de l'aide,
- fourniture à Bpifrance Financement d'une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BÉNÉFICIAIRE,
- et, si Bpifrance Financement juge utile de le demander, d'une présentation des bilans, comptes de résultat et annexes du BÉNÉFICIAIRE dans le cas où une clôture d'exercice comptable est intervenue depuis la date du premier versement,
- fourniture à Bpifrance Financement du contrat de collaboration daté et signé par l'ensemble des partenaires du projet SIM2B.

4. Le BÉNÉFICIAIRE devra accompagner sa demande de constat de fin de programme des documents suivants :

- un rapport de fin de programme rendant compte de son exécution et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés,
- un État Récapitulatif des Dépenses Acquittées (ERDA) conformément à l'article ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ACQUITTÉES,
- une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BÉNÉFICIAIRE,
- un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le BÉNÉFICIAIRE pour tout ou partie du programme, quelles que soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention, exonérations de charges ou de cotisations sociales...) et leur origine (Commission Européenne, État, collectivités territoriales...) certifié exact par le BÉNÉFICIAIRE,
- les derniers bilans, comptes de résultat et annexes certifiés du BÉNÉFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement de la demande d'aide, approuvés par le commissaire aux comptes ou par un expert-comptable agréé, si Bpifrance Financement le juge utile,
- et, si Bpifrance Financement juge utile de les requérir, des éléments justificatifs et explicatifs sur le contenu des pièces demandées.

5. L'état récapitulatif des dépenses acquittées adressé à l'occasion du constat de fin de programme doit être certifié par un commissaire aux comptes ou attesté par un expert-comptable.

6. Le Projet collaboratif défini ci-dessus sera exécuté en partenariat :

CARACTÈRE COLLABORATIF DU PROJET	
PARTENAIRES Dénomination sociale	Numéro SIREN
UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE	196 917 751
ARTEFACTS STUDIO	450 815 709

CARACTÈRE COLLABORATIF DU PROJET	
PARTENAIRES Dénomination sociale	Numéro SIREN
SCIENTIFIC BRAIN TRAINING	432 681 427

Le BÉNÉFICIAIRE de la présente aide intervient en qualité de partenaire audit projet.

L'entreprise ARTEFACTS STUDIO a été désignée en qualité de chef de file du Projet. À ce titre, elle est chargée de veiller à ce que des revues de Projet se tiennent, au minimum, à fréquence annuelle et à déposer sur l'extranet de dépôt des projets innovants collaboratifs de Bpifrance Financement le rapport d'avancement du Projet.

CONDITIONS GÉNÉRALES

AFFECTATION DE L'AIDE – RÉALISATION DU PROGRAMME

L'aide est affectée au programme visé dans l'exposé mentionné au préambule.

En contrepartie de cette aide, le BÉNÉFICIAIRE s'engage à réaliser le programme présenté dans les délais indiqués en CONDITIONS PARTICULIÈRES et à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques, financiers et commerciaux tels que définis dans l'annexe technique, comme étant nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats.

Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à affecter la totalité de l'aide aux dépenses qu'il doit réellement engager dans le programme d'innovation et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel susvisée.

VERSEMENT DE L'AIDE

1. Le montant de chacun des versements sera porté au crédit d'un compte bancaire ouvert au nom du BÉNÉFICIAIRE, selon le relevé d'identité bancaire communiqué par le BÉNÉFICIAIRE.

2. Le versement des fonds sera constaté par les écritures comptables de Bpifrance Financement.

3. Les fonds seront disponibles selon les modalités et conditions prévues aux CONDITIONS PARTICULIÈRES, CLAUSES PARTICULIÈRES et aux CONDITIONS GÉNÉRALES du présent contrat.

4. Bpifrance Financement ne sera pas tenu de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un ou l'autre des cas visés à l'article REVERSEMENT DE L'AIDE ET RÉPÉTITION DE L'INDU vient à se produire ou si Bpifrance Financement estime que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BÉNÉFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

5. Hors recrutement direct de ressource par Bpifrance Financement, Bpifrance Financement ne sera tenu aux versements des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles mis à sa disposition soit par l'État, soit par les collectivités territoriales, soit par le FEDER, soit par tous bailleurs de fonds intervenant directement ou indirectement au financement de cette aide pour gérer la procédure d'Aide à l'Innovation. Le cas échéant, Bpifrance Financement informera le BÉNÉFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais, étant entendu que dans cette situation, le BÉNÉFICIAIRE ne saurait être tenu responsable de la suspension voire du non aboutissement du programme.

RAPPORTS INTERMÉDIAIRES ET CONSTAT DE FIN DE PROGRAMME

1. Le BÉNÉFICIAIRE adressera, à l'occasion des revues de Projet prévues à l'exposé, un rapport intermédiaire sur l'état d'avancement des travaux à Bpifrance Financement pour lui permettre de procéder à un suivi régulier de la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du programme et de ses résultats.

2. Le constat de fin de programme pourra être demandé à tout moment par le BÉNÉFICIAIRE à Bpifrance Financement et, au plus tard, à la date indiquée aux CONDITIONS PARTICULIÈRES, date à laquelle le constat de fin de programme sera prononcé par Bpifrance Financement.

3. La demande du BÉNÉFICIAIRE, qui devra être adressée à Bpifrance Financement au plus tard 1 (un) mois avant la date fixée ci-dessus, devra être accompagnée des documents énoncés aux CLAUSES PARTICULIÈRES. Ces documents devront être jugés satisfaisants par Bpifrance Financement au regard des conditions de mise en œuvre de l'aide pour permettre le versement du solde de l'aide.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BÉNÉFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit au pourcentage fixé dans les CONDITIONS PARTICULIÈRES du total des dépenses effectivement justifiées, le BÉNÉFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté, au plus tard 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification de l'indu.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues par le BÉNÉFICIAIRE au titre de sa participation au Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

Au vu des documents fournis par le BÉNÉFICIAIRE :

- soit Bpifrance Financement constatera l'achèvement du programme et versera le solde de l'aide dans les conditions prévues par le présent contrat,
- soit Bpifrance Financement constatera l'inachèvement ou l'abandon du programme et, dans ce cas, il sera fait application des stipulations du paragraphe suivant.

4. En application des stipulations de l'article REVERSEMENT DE L'AIDE ET RÉPÉTITION DE L'INDU, Bpifrance Financement pourra, à sa seule initiative, après relance faite par Bpifrance Financement sous la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception, demander la répétition immédiate de tout ou partie du montant de l'aide versée, en cas de défaillance du BÉNÉFICIAIRE dans les situations suivantes :

- absence de demande de constat de fin de programme dans le délai fixé aux CONDITIONS PARTICULIÈRES,
- non remise à Bpifrance Financement de tout ou partie des documents devant accompagner la demande de constat de fin de programme,
- inachèvement ou abandon du programme constaté par Bpifrance Financement,
- Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à effectuer le paiement de ces sommes au plus tard 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la date de réception de ladite lettre.

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ACQUITTÉES

L'état récapitulatif des dépenses acquittées doit être daté et signé par le BÉNÉFICIAIRE.

Cet état récapitulatif des dépenses acquittées dans le cadre du programme d'innovation conduit par le BÉNÉFICIAIRE doit être établi sur un outil informatique répertoriant les différentes catégories de coûts, selon l'annexe financière innovation annexée au présent contrat.

Cet outil informatique permet de suivre les dépenses réalisées dans le cadre de ce programme d'innovation et d'établir le récapitulatif des dépenses. Il est disponible sur simple demande auprès du service gestionnaire de Bpifrance Financement.

L'état récapitulatif des dépenses acquittées sera adressé à Bpifrance Financement sous format papier comportant les dates et signatures, ainsi qu'au format électronique, sans modification de la structure du fichier téléchargé.

REVERSEMENT DE L'AIDE ET RÉPÉTITION DE L'INDU

1. Répétition de l'aide :

Le BÉNÉFICIAIRE sera tenu du remboursement de la totalité de l'aide dans le cas de la survenance d'un des événements suivants :

- inobservation par le BÉNÉFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes, en dépit d'une relance faite par Bpifrance Financement par lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse 45 (quarante-cinq) jours calendaires à compter de la date de réception de ladite lettre,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales.

2. Remise en cause du caractère collaboratif du Projet :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BÉNÉFICIAIRE s'engage à informer Bpifrance Financement de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux et qu'aucune solution de continuation du Projet n'a pu être trouvée, Bpifrance Financement se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. Bpifrance Financement déterminera les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

3. Autres cas :

En outre, la présente aide donnera lieu de plein droit à répétition en cas de cession – totale ou partielle – ou de liquidation judiciaire prononcée par un Tribunal ainsi qu'en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable du BÉNÉFICIAIRE intervenant avant établissement par Bpifrance Financement du constat de fin de programme.

Si le rapport de fin de programme fait apparaître que tout ou partie des sommes reçues par le BÉNÉFICIAIRE n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par le présent contrat, Bpifrance Financement exigera le reversement des montants correspondants.

4. Modalités applicables :

Dans les cas prévus au présent article ainsi que dans les articles CONTRÔLE TECHNIQUE ET FINANCIER et MODIFICATIONS DE LA SITUATION DU BÉNÉFICIAIRE, le reversement immédiat sera de droit si Bpifrance Financement l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à effectuer le paiement au plus tard 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la date de réception de ladite lettre. La somme à verser sera alors égale au montant versé au titre de l'aide augmenté, le cas échéant, de pénalités de retard au taux fixé à l'article PÉNALITÉS DE RETARD à compter de la réception du courrier par le BÉNÉFICIAIRE.

Les sommes versées au BÉNÉFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de 2 (deux) ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel Bpifrance Financement se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article OBLIGATIONS DIVERSES DU BÉNÉFICIAIRE.

OBLIGATIONS DIVERSES DU BÉNÉFICIAIRE

Le BÉNÉFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales en application de l'article 4 du décret n° 97-682 du 31 mai 1997 et s'engage en outre :

- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable Bpifrance Financement,
- à tenir Bpifrance Financement immédiatement informé des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme,
- à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de Bpifrance Financement ou d'un de ses représentants accrédité dans les quinze jours de la demande formulée par Bpifrance Financement, et pendant une durée de dix ans à compter de la date du constat de fin de programme visée aux CONDITIONS PARTICULIÈRES,
- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par Bpifrance Financement ou tout représentant accrédité par cette dernière ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. En cas d'association, le BÉNÉFICIAIRE se porte fort pour ses associés, quelle que soit la nature de cette association, du respect de la présente clause,
- à ne pas solliciter d'autres aides européennes pour le financement du même projet.

ENGAGEMENT SUR LES MOYENS NÉCESSAIRES À LA RÉALISATION DU PROJET

Le BÉNÉFICIAIRE s'engage à ne pas procéder, pendant l'exécution du programme jusqu'à la date de constat de fin de programme, à la cession ou la concession exclusive, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité des moyens nécessaires :

- à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers sans avoir obtenu l'accord préalable de Bpifrance Financement, cet accord étant réputé acquis au-delà d'un délai de quarante-cinq jours calendaires à compter de la date de réception par Bpifrance Financement de la demande du BÉNÉFICIAIRE, adressée par lettre recommandée avec avis de réception,
- à l'exploitation des résultats de ce programme sans en avoir au préalable informé Bpifrance Financement.

ÉVALUATION DES RETOMBÉES DU PROJET – DURÉE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Bpifrance Financement se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet au plus tard dans un délai de 4 (quatre) ans à compter de la date de constat de fin de programme visé aux CONDITIONS PARTICULIÈRES. Cette évaluation sera réalisée à la charge de Bpifrance Financement. Le BÉNÉFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par Bpifrance Financement, qui s'engage à faire souscrire par celui-ci un engagement de confidentialité. Le BÉNÉFICIAIRE ne pourra récuser l'expert ou organisme désigné que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BÉNÉFICIAIRE et l'expert.

Bpifrance Financement est tenu à la confidentialité des résultats de l'évaluation, exception faite de leur communication telle que prévue à l'article AUTORISATION DE TRANSMISSION D'INFORMATION ci-après.

MODIFICATIONS DE LA SITUATION DU BÉNÉFICIAIRE

Le BÉNÉFICIAIRE s'engage, jusqu'au versement du solde de l'aide, à notifier par écrit à Bpifrance Financement :

- dès qu'elles se produisent, toutes modifications dans la répartition du capital social du BÉNÉFICIAIRE, dès lors qu'elles aboutissent à un changement de contrôle du BÉNÉFICIAIRE à l'exception des sociétés cotées qui s'engagent à en informer Bpifrance Financement dès que l'information est rendue publique,
- tout projet de cession des actifs nécessaires à la réalisation du programme, cession de son fonds de commerce, de filialisation, fusion, scission, d'apports partiels d'actifs, de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable, un mois au minimum avant la date de réalisation prévue, à l'exception des sociétés cotées qui s'engagent à en informer Bpifrance Financement dès que l'information est rendue publique,
- dans les meilleurs délais dès qu'elles se produisent, toutes modifications dans les statuts du BÉNÉFICIAIRE, concernant notamment sa forme juridique, sa dénomination sociale, son objet social ou le montant du capital social, lorsqu'il subit une variation de plus ou moins vingt pour cent,
- l'existence de toute procédure de conciliation ou de mandat ad hoc le concernant dans le cadre de la réglementation relative à la prévention des entreprises en difficultés. Il devra enfin l'avertir en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Les modifications relatives à la dénomination sociale notifiées par le BÉNÉFICIAIRE seront prises en compte de plein droit sauf dans les cas où :

- la modification intervient à la suite de la création d'une société nouvelle par fusion,
- la modification intervient à la suite de l'absorption du BÉNÉFICIAIRE par une autre société.

Dans ces deux cas, les modifications doivent faire l'objet d'un avenant au présent contrat, sous réserve de l'accord de Bpifrance Financement, réputé acquis à défaut de réponse à l'information qui lui en sera donnée par courrier recommandé avec accusé de réception, rappelant les dispositions du présent alinéa, dans les 60 (soixante) jours ouvrés de la réception de ladite lettre. Faute de conclusion d'un tel avenant et sans préjudice des alinéas suivants du présent article ainsi que de l'article REVERSEMENT DE L'AIDE ET RÉPÉTITION DE L'INDU le contrat pourra être résilié par Bpifrance Financement.

Bpifrance Financement pourra résilier le contrat et demander le reversement de tout ou partie des sommes versées au BÉNÉFICIAIRE, notamment :

- en cas de défaut de déclaration de toute modification de répartition du capital affectant le contrôle du BÉNÉFICIAIRE de l'aide,
- si Bpifrance Financement estime que le changement de contrôle du BÉNÉFICIAIRE est de nature à compromettre la poursuite de l'objet du présent contrat.

PÉNALITÉS DE RETARD

Toute somme non versée dans les délais contractuels sera immédiatement et de plein droit productive de pénalités de retard au taux de 3 % (trois pour cent) l'an. La présente clause ne portera aucun obstacle à l'exigibilité de la créance résultant des présentes.

INFORMATION DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Lorsque l'aide accordée sous forme de prêt ou d'avance récupérable est d'un montant supérieur à 1 500 000 € ou sous forme de subvention d'un montant supérieur à 200 000 €, le BÉNÉFICIAIRE s'engage à informer et consulter son Comité d'Entreprise conformément aux dispositions de l'article R 2323-7-1 du code du travail.

L'information et la consultation devront porter sur la nature, l'objet, le montant et les conditions de versement de l'aide accordée.

Le BÉNÉFICIAIRE tiendra à disposition de Bpifrance Financement, à première demande, les justificatifs suivants : convocation du CE, éléments d'information fournis au CE et compte-rendu dudit CE.

Le BÉNÉFICIAIRE est informé que l'absence récurrente ou persistante du respect des obligations ci-dessus définies est susceptible de conduire Bpifrance Financement à exiger le reversement partiel ou total de l'aide.

CONFIDENTIALITÉ ET TRANSMISSION D'INFORMATIONS

Le BÉNÉFICIAIRE reconnaît, consent et autorise expressément Bpifrance Financement à transmettre des informations de nature confidentielle y compris les données à caractère personnel relative au BÉNÉFICIAIRE et à la présente aide :

- à l'État français, conformément aux termes de la convention par laquelle l'État a confié au Groupe Bpifrance la mise en œuvre de la présente aide afin d'en permettre le suivi, la gestion et l'évaluation, en ce compris différents indicateurs de résultats,
- aux collectivités territoriales, au Commissariat Général à l'investissement (ainsi qu'à son comité de pilotage « COPIL »), à toute autorité administrative, judiciaire ou de contrôle française et à la Commission Européenne,
- à tous bailleurs de fonds intervenant directement ou indirectement dans la présente aide,
- aux autres entités du groupe Bpifrance compte tenu de la mission du groupe Bpifrance ainsi qu'à l'État et que cette transmission n'est pas contraire aux dispositions de l'article L.511-33 du Code Monétaire et Financier.

Cette transmission d'informations intra-groupe ne dispense en aucun cas les entités du groupe Bpifrance des obligations de confidentialité d'origine légale, réglementaire ou contractuelle qui s'appliquent à elles à l'égard des tiers.

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent acte sont obligatoires pour le traitement et la gestion de l'opération en cause et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance Financement, ou autre entité du Groupe.

Elles pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux mêmes fins aux autres personnes morales du Groupe, ses partenaires, ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.

Conformément aux dispositions de la loi du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que les données les concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciales.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier à l'adresse suivante :

Bpifrance Financement
Direction des Systèmes d'Information, service SIAQ
27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex

PRÉVALENCE DES CONDITIONS ET CLAUSES PARTICULIÈRES

En cas d'opposition entre les CONDITIONS GÉNÉRALES et les CONDITIONS et CLAUSES PARTICULIÈRES, les CONDITIONS et CLAUSES PARTICULIÈRES prévalent.

EXCLUSION DE L'IMPRÉVISION

Le BÉNÉFICIAIRE et Bpifrance Financement ont convenu d'un commun accord de renoncer expressément à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BÉNÉFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont les présentes CONDITIONS PARTICULIÈRES, CLAUSES PARTICULIÈRES et CONDITIONS GÉNÉRALES, ainsi que l'ensemble des documents et annexes figurant au contrat.

LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La loi applicable au présent contrat est la loi française.

À défaut de règlement amiable, tout différend survenant à l'occasion de l'interprétation ou de l'application du contrat sera soumis aux juridictions compétentes du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, domicile est élu :

- pour le BÉNÉFICIAIRE en son domicile ou siège social,
- pour Bpifrance Financement, en son siège social au :

27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex

Toute modification du siège social du BÉNÉFICIAIRE devra être portée à la connaissance de Bpifrance Financement.

Fait à Lyon, le 21/12/2016

En deux exemplaires originaux

LE BÉNÉFICIAIRE
UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE
Yanni GUNNELL
Agissant en qualité de VICE PRESIDENT

BPIFRANCE FINANCEMENT
Pascale BERLIER
Agissant en qualité de Responsable du
Service Mise en Place Innovation et
Immatériel

ANNEXE(S) :

- Annexe financière innovation (montants hors taxes)
- Annexe technique

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Post doctorat (24 mois)	27,41	3648	99 991,68
1b				
1c				
1d				
1e				
Total T1 :				99 991,68

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

Code ligne	Description	Année d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée de l'amortissement (en année)	Amortissement annuel	Durée d'utilisation (en années)	Coût total (€ HT)
2a	3 ordinateurs portables MAC Book Pro	2016	7 500,00	5	1 500,00	3	4 500,00
2b	Serveur	2016	1 500,00	5	300,00	3	900,00
2c							
2d							
2e							
Total T2 :							5 400,00

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a		
3b		
3c		
3d		
3e		
Total T3 :		

Tableau 4 : frais de mission (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a	conférences (4 internationales + 3 nationales)	4 000,00
4b	Réunions du projet	1 500,00
4c		
4d		
4e		
Total T4 :		5 500,00

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a		
5b	petit Matériel	10 500,00
5c	Documentations	2 360,00
5d	logiciels	2 500,00
5e		
Total T5 :		15 360,00

Tableau 6 : dépenses forfaitaires

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
6a	Part assise sur les dépenses d'équipement	T2 x 4% 216,00
6b	Part assise sur les dépenses de fonctionnement	(T1+T3+T4+T5) x 8% 9 667,80
Total T6 :		9 883,80
Total des dépenses prévues		T1 + ... + T6 = 136 131,34

(1)	Pour les tableaux 2 à 6, les montants indiqués sont calculés TTC, y compris avec la TVA, si elle n'est pas récupérée par le bénéficiaire de l'aide.
(2)	L'unité est l'heure pour le tableau 1, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2.
(3)	Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1 et 2 ; il est rempli directement pour les tableaux 3 à 5.
(4)	Catégories de personnel. Personnel non statutaire directement affecté au projet. Les dépenses éligibles se limitent aux salaires et aux charges sociales.
(5)	Plan comptable général, s'il est appliqué.

